Le cofondateur de Médecins du Monde dénonce le “salafist business” de Baraka City

01/08/2016 à 16h06

Richard Rossin, co-fondateur de Médecins du Monde et ancien secrétaire général de Médecins sans Frontières, alerte l’opinion sur le “salafist business” qui se cacherait derrière la très opaque “association humanitaire” Baraka city :

“Un peu partout, la libération au Bangladesh du prétendu humanitaire Moussa Ibn Yacoub est célébrée. Or, on aurait pu attendre un minimum d’analyse sur l’homme et sur l’association pour laquelle il travaille : Baraka City. Le nom est sympathique mais une lecture superficielle de la presse laisse pantois sur l’association et son affidé. (…)

Selon le Figaro, Moussa avait été arrêté le 19 décembre alors que, responsable Asie de son association, il visitait des camps benghalis de réfugiés Rohingyas, une minorité musulmane birmane. Personne n’évoque de matériel humanitaire, probablement une mission exploratoire. Il ne déclare pas son activité aux autorités, alors qu’on connaît la susceptibilité aux règlements dans ce genre de pays. Le problème est surtout que son nom d’usage, adopté lors de sa conversion à l’islam, diffère de celui de ses papiers officiels : Maxime Puemo Tchantchuing. Les policiers sont inquiets, le soupçonnent d’activités suspectes en lien avec le terrorisme, l’arrêtent et le défèrent à la justice. En France, un comité de soutien se lance dans le combat pour sa libération ; son portrait étant même affiché au fronton de la mairie communiste de Montreuil.

Baraka City lui fournit pour avocat Samim Bolaky qui avait

publié avec son confrère Karim Achoui l'opuscule *Musulmans quels sont vos droits ?* En janvier dernier, la nouvelle de son arrestation avait été abordée sur le plateau de *Supplément* en présence de Najat Vallaud-Belkacem à laquelle le président de Baraka City refuse de serrer la main : c'est une femme… **Il y refuse aussi de condamner les actions de Daech,** ce que la ministre refuse de commenter avant de faire part de son malaise. (…)

L'ONG n'agit qu'en faveur de musulmans ; imagine-t-on la Cimade, le Secours catholique, l'Osée ou le Secours populaire n'agir que pour leurs ouailles ? Un humanitaire limité à une seule frange de l'humanité, est-ce encore de l'humanitaire ou est-ce du communautarisme ? Quid de la société multiculturelle ? L'objectif affiché est : *aider les populations les plus démunies autour de valeurs humaines et islamiques, avec l'agrément d'Allah.* Mais pas n'importe lesquelles.

Que Baraka City agisse pour des démunis, fort bien. Néanmoins, on note l'action phare pour construire *des puits pour les frères et sœurs togolais*, des campagnes pour Gaza affichant une récolte de 3 millions d'Euros sans que rien ne soit livré (…).

C'est à la suite de l'**utilisation non réglementaire d'un drone pour filmer des ambulances censées partir pour la Syrie** que Baraka city est perquisitionnée en février 2015… On comprend la suspicion des Benghalis. Un reportage de LCP avait fait passer ces responsables associatifs pour des recruteurs en Syrie et Baraka city est citée dans *jihad business* sur RTL. Une deuxième perquisition a lieu dans le cadre de l'état d'urgence le 26 décembre 2015 : *L'Obs* cite une source policière présentant les membres de l'association comme des **musulmans fondamentalistes et s'inquiétant de leurs voyages *réguliers* en Syrie…** À Baraka City, "*on est comme un prestataire de services avec notre patron qui est Allah*", lit-on.

Salafist business. Baraka City a été fondée en 2008 par Idriss Sihamedi, homme de communication proche des milieux salafistes, elle emploie 22 salariés et les femmes y sont voilées. Contrairement aux associations humanitaires, elle n'a pas d'adhérent, ni de bénévole à envoyer sur le terrain, seulement des donateurs… donc pas d'assemblée générale des membres à jour de cotisations pour présenter les bilans moral et financier ou pour renouveler le Conseil d'administration. À moins que ce soit un tout petit comité… (…)

Le journaliste du Parisien Idriss Sihamedi a dénombré 22 refus d'ouvertures de compte et trois clôtures sans motif, les banquiers s'inquiétant de **flux financiers atypiques et très très élevés**. (…)

Causeur